

De plus en plus de femmes SDF

SOCIAL En cinq ans, le nombre de femmes vivant dans la rue a doublé

- Les chiffres sont implacables : de plus en plus de femmes figurent parmi les SDF.
- Avec tous les dangers que cela implique pour ces représentantes du « sexe faible ».
- Rencontre avec trois d'entre elles, aux parcours très différents.

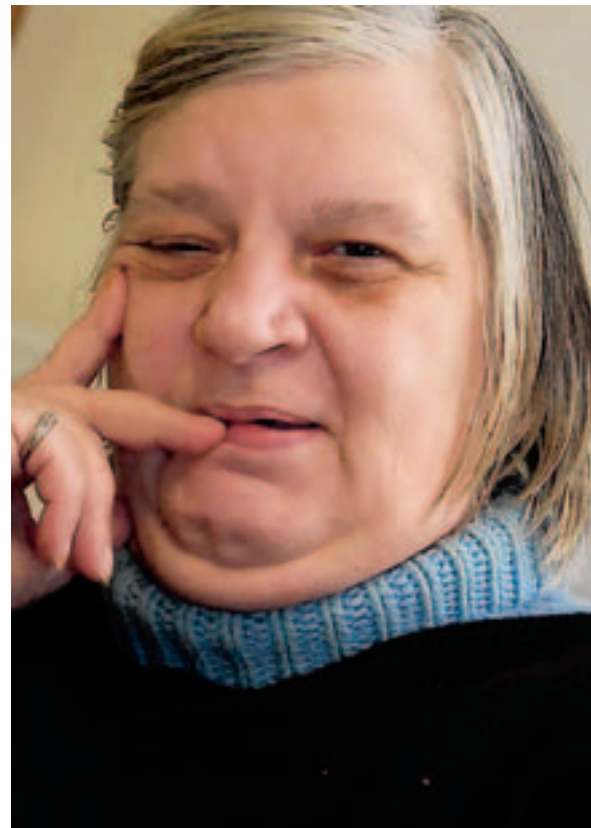
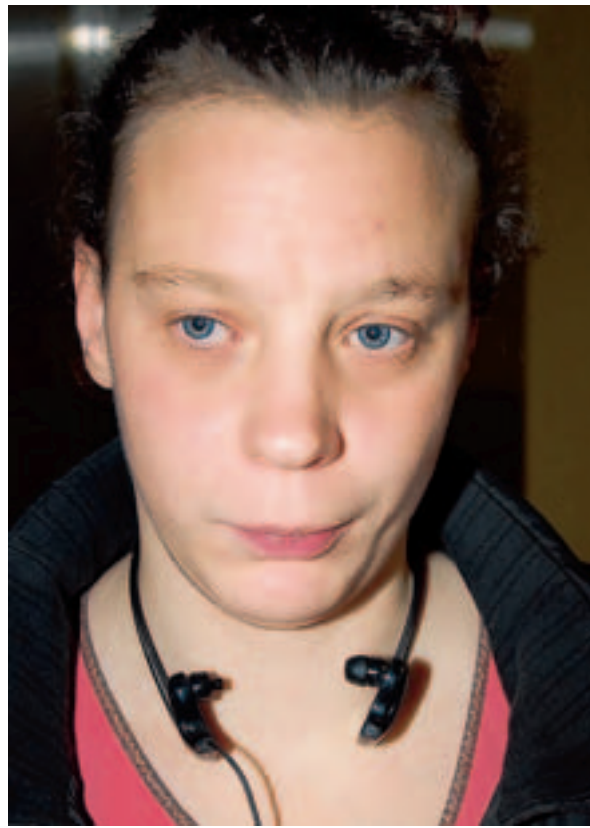
Elles étaient 408 en 2004, 995 en 2010 et elles sont plus de 1.000 en 2011 et 2012. Pour 6.674 SDF secourus au dernier décompte. Un sans-abri sur six est donc désormais de sexe féminin. Avec tous les risques que cela entraîne. « Le plus gros risque pour elles, ce sont évidemment les agressions sexuelles », explique Christophe Thielens, porte-parole du Samu social de Bruxelles. Avant

d'expliquer les autres risques et notamment celui dit du « cocktail » : « Dormir en rue entraîne évidemment des maladies mais aussi des troubles d'ordre psychologique. Et puis ça empêche au passage de régler ses soucis administratifs et financiers. Voilà le pire : lorsque tout se mélange. » A cela s'ajoute, pour le personnel des centres d'accueil, un déchirement quotidien. Celui de

la sélection : « On a beau essayer de pousser les murs, avec la hausse des demandes, on craint d'arriver au stade où il faudra refuser du monde. On ne dit jamais non aux femmes, ni aux hommes les plus précarisés. Mais sans moyens supplémentaires, un jour nous devons faire des choix », prévient Christophe Thielens. Le Samu social avoue avoir un rêve, déjà couché sur papier

sous forme de projet. Celui d'un centre qui accueillerait à l'année les femmes en fonction de leurs besoins. Car aujourd'hui, faute de place, la femme qui fuit son mari violent se retrouve dans le même espace que celle qui a décroché suite à des problèmes de drogue. Ou qui souffre psychologiquement. Et les problèmes sont parfois comme les virus : ils se transmettent de l'une à l'autre. ■ **M.G.**

« On n'est pas toutes des cas sociaux »



Michèle, 45 ans, Lorine, 28 ans, et Chantal, 58 ans. Toutes les trois avaient une vie « normale » jusqu'à ce qu'un événement les fasse plonger dans la rue. Aujourd'hui, elles se battent pour remonter la pente. Avec des hauts et des bas, mais une même volonté, forte. © MICHEL GEYER.

REPORTAGE
Des cheveux propres. Un long manteau qui protège du froid. Un sac à main bien rempli. À première vue, rien n'indique que Michèle, 45 ans, élancée et même plutôt jolie, est une SDF. Pas plus que Lorine ou Chantal, 28 et 58 ans. Toutes trois logent pourtant dans le même centre de nuit, chaussée de Charleroi à Bruxelles. Leur quotidien est celui de ces milieux de sans-abri : recherche de chaleur en journée, de nourriture pour tenir, d'un peu d'argent pour fumer aussi. Et le soir évidemment, d'un abri. Des histoires de femmes qui interpellent.

« On n'est pas toutes des cas sociaux », commence Michèle. Moi par exemple, c'est à 33 ans que j'ai chuté, après avoir été violée par un homme. Et parce que je me suis entourée de mauvaises personnes pour me reconstruire. Au départ pourtant j'avais la vie rêvée : j'ai grandi au Zaïre, comme fille de coopérant. A mes 7 ans, on est revenu à Bruxelles où j'ai été dans l'enseignement catholique puis à l'ULB et à l'Isti (NDLR : une école d'interprétariat réputée de la capitale). Ma famille est bourgeoise, elle a de l'argent, une structure...

tout ce qu'il faut. C'est lorsqu'elle a 33 ans que la vie de Michèle bascule. Elle raconte tout, dans un français soutenu. « A l'époque j'étais mannequin. Un homme m'a suivie en rue quand je descendais du train à Anvers. Séquestrée et violée durant trois jours, je ne me suis jamais remise... ma mère non plus, elle en est même décédée. »

On imagine la douleur et les sentiments de rage qui traversent Michèle et ses proches. Mais pourquoi alors se retrouver à la rue ? Elle reconnaît : « Ma famille a vraiment voulu m'aider. Mais moi j'avais la haine. Je me suis réfugiée dans les sorties, l'alcool, les drogues. Pour financer tout cela, j'ai dû me prostituer, traîner dans des trafics pas nets. Oui, j'ai dormi dans les gares et les métros. » Michèle fait alors de mauvaises rencontres. De bons amis, prêts à l'aider moyennant un petit service, pas forcément légal. « Pour loger chez quel-

qu'un, il faut toujours apporter quelque chose : de la drogue, de l'alcool... »

Des produits qui ont un prix et pour lequel Michèle aura souvent dû vendre son corps. « Quand je le voulais, j'avais de l'argent. Mais de l'argent sale. » Aujourd'hui Michèle veut tourner le dos à tout cela. Depuis deux ans elle s'accroche, ne consomme plus de drogue, refuse les aides intéressées. Se met en ordre administrativement « D'ici quelques mois, ça ira mieux et j'aurai un chez-moi. Je vis très mal le fait d'être SDF. Quand j'en croise d'autres, je détourne le regard, je me souviens de l'époque où j'avais une vie normale. Le monde de la rue c'est vraiment le pire qui soit : oisiveté, racket et méchanceté. La rue, c'est la jungle ! »

La rue, un monde dont Lorine, 28 ans et deux fois maman, vient de faire la connaissance il y a un mois. Originaire de Huy, c'est un conflit avec son propriétaire qui l'y a plongée. « Il me disait que je n'avais pas payé mon loyer. Moi je contestais, mais un matin à 7 heures la police a débarqué avec les serruriers. J'ai eu le temps de faire quelques bagages et de déposer mes enfants de 4 et 8 ans dans la famille de

leur père, dont je suis séparée. Après ça, j'ai dormi dans une cabane que je connaissais, au bord de la Meuse. »

Le regard hagard, Lorine raconte ses journées, essentiellement consacrées à se balader. Ça tient chaud et ça occupe. Demain, pleine d'espoir, elle ira au CPAS. Elle ne sait pas exactement lequel mais compte bien y expliquer sa situation. Et espère qu'on l'aidera à trouver une solution.

Le cas de Chantal est encore différent. A 58 ans, reconnue comme dépressive depuis 12 ans et souffrant de thromboses multiples, elle reconnaît d'emblée : « J'ai mes torts. » A l'entendre, on a pourtant l'impression que le monde est simplement trop dur et compliqué pour certains : des factures et loyers impayés, un propriétaire qui perd patience et la voilà sans domicile légal. Avec, du coup, des revenus divisés par deux. « Mon assistante sociale m'a bien aidée, grâce à elle j'ai pu trouver une place ici sans jamais devoir loger dans la rue. » Pourtant, Chantal reconnaît une inquiétude : « Il paraît que ce centre ferme au printemps. J'espère que mes affaires seront réglées. Sinon, où est-ce que j'irai dormir ? » ■ **MICHEL GEYER**

LESBRÈVES

Devenir Belge, pas une mode

Devenir Belge, une tendance ? Il semblerait que non... Quelque 717 Belges ont acquis la nationalité française en 2010 contre 420 Français devenus Belges, selon des chiffres de l'office européen de statistiques Eurostat sortis en pleine polémique sur l'exil fiscal de Gérard Depardieu. Toujours par rapport à « Obélix », notons que les Français forment le plus gros contingent d'Européens à avoir acquis la nationalité... russe en 2010, avec 4.503 Français devant 4.191 Allemands. (afp)

MÉTÉO

Le froid va revenir
Profitez bien de la douceur de ces prochains jours. Selon l'IRM, cela ne va plus durer. A la fin de la semaine, le mercure devrait en effet progressivement baisser et on annonce pour le week-end prochain du givre durant la nuit et tôt le matin. D'ici là, de mardi jusqu'à samedi, le ciel sera la plupart du temps nuageux. Il tombera parfois de la pluie ou de la bruine. Les températures diurnes oscilleront autour de 7°C. (b)

BRUXELLES

Les Congolais remercient Albert II
Une centaine de ressortissants congolais se sont rassemblés, samedi, porte de Namur, à Bruxelles, afin, entre autres, de remercier le roi Albert II pour son message de soutien aux Congolais lors de la présentation de ses vœux. Des photos de victimes du M23 au Congo ont été exposées pour sensibiliser les passants. « Nous remercions le Roi de s'être ouvertement prononcé pour le respect de l'intégrité territoriale du Congo et pour le respect de la personne humaine en fustigeant les violents pépétrés », explique Joseph Mbeka, coordinateur de la manifestation. Nous disons "Merci Sire !" Et nous espérons que d'autres hommes politiques belges suivent son exemple. » (b)

SOLDES D'HIVER

Un bon début, selon Comeos
Les quatre premiers jours de soldes ont permis aux commerçants d'enregistrer un chiffre d'affaires en hausse d'environ 5 % par rapport à la même période il y a un an, a-t-on appris dimanche auprès de Comeos, la fédération du commerce et des services. La journée de samedi s'est révélée très bonne pour les ventes. Celle de dimanche a démarré plus calmement, mais dès 14 heures, la foule était à nouveau présente dans les magasins. (b)

AVIS

19594370

**VILLE DE PERUWELZ
APPEL A CANDIDATURES**
Renouvellement d'une CCATM (Commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité).

Si vous êtes intéressé par les aspects sociaux, économiques, environnementaux, patrimoniaux ou de mobilité et que vous désirez rendre des avis dans le cadre de certains dossiers d'urbanisme et d'aménagement du territoire, l'Administration Communale de PERUWELZ informe la population qu'un appel à candidatures est lancé dans le cadre du renouvellement de sa Commission Consultative d'Aménagement du Territoire (C.C.A.T.M.).

Pour obtenir le formulaire de candidature au format requis et pour tout renseignement complémentaire, Mme Julie SCHIRVEL (julie.schirvel@peruwelz.be), Responsable du Département Urbanisme, se tient à votre disposition Petite Place, 3 à 7600 PERUWELZ Tél. 069/25 40 17.

Votre candidature doit être adressée au Collège Communal rue Albert 1^{er}, 35 à 7600 PERUWELZ soit par recommandé soit déposée contre récépissé pour le 15 février au plus tard.

Fait à PERUWELZ, le 4 janvier 2013.
La Secrétaire communale, A. MOUTON
Le Bourgmestre, D. WESTRADE

GA19594360-MLR

« La fin d'une politique progressiste »

TOXICOMANIE Ecolo dénonce la fin de l'expérience contrôlée d'héroïne

Le projet pilote de délivrance contrôlée d'héroïne médicale prend fin cette semaine, à Liège. Après deux ans d'existence, cette expérience inédite qui consiste à offrir un traitement assisté par diacétylmorphine à des toxicomanes de longue durée ne sera pas prolongée (Le Soir du vendredi 4 janvier). Une évaluation scientifique du projet par l'ULg est prévue mi-juillet. Mais, à ce stade, rien n'indique que celui-ci sera prolongé faute de moyen budgétaire et/ou de volonté politique.

Ecolo J dénonce une politique de santé publique « court-termiste » et met en avant les premiers résultats positifs du projet : un encadrement psycho-médico-social, 74 patients qui ont répondu présents durant un an, une amélioration de leur santé physique et psychique, etc. Les Verts rappellent par ailleurs que la toxicomanie « n'est pas une question judiciaire ou sécuritaire mais bien un enjeu essentiel de santé publique » et que le toxicomane est « d'abord un malade et non pas un criminel ». La fermeture (provisoire ?) du

Centre Tadam à Liège aura « sans aucun doute des effets néfastes », regrette en outre Ecolo J. Qui met en avant les pertes engendrées en cas d'abandon de l'expérience-pilote (savoir-faire, formation du personnel, infrastructures de pointe...). Pour rappel, une équipe multidisciplinaire (médecins, infirmiers, psychologues...) était chargée d'encadrer des héroïnomanes de longue durée (20 ans de consommation, en moyenne), tous volontaires, dans le cadre d'un traitement de longue durée (1 an) et très contraignant.

En juillet, donc, l'ULg devra évaluer l'expérience : évolution des patients, coût pour la société... Ecolo J souhaite que cette évaluation puisse « renforcer le positif » et, surtout, que l'Etat fédéral (principal pouvoir subsidiaire, avant une régionalisation programmée pour 2014 du Fonds de lutte contre les assuétudes...) pérennise le projet. Les jeunes écologistes souhaitent enfin que l'Etat puisse « étendre son travail de prévention et de réduction des risques en matière de drogues ». ■ **H.D.O.**